

en une : le profit, nous dit-on, est le meilleur indice de la bonne marche de l'entreprise ; encore faut-il que les coûts de production (qui permettent de calculer le profit) soient eux-mêmes économiquement valables. Comme il n'y a pas de marché des moyens de production, on comprend alors que toute évaluation « fantaisiste » des coûts de production prive le profit de toute signification du point de vue de l'économie nationale<sup>8</sup>. On risque alors d'obtenir dans certains cas des résultats pires qu'avec l'ancien système de gestion, où telle manipulation administrative arbitraire pouvait être éventuellement « corrigée » par telle autre intervention administrative.

Du point de vue social, l'application de la réforme Sik a incontestablement des aspects réactionnaires. Nous en donnerons deux exemples seulement : les mineurs en Tchécoslovaquie étaient payés avec de très hauts salaires, comme en U.R.S.S. Ce facteur aggrave considérablement le fait général que le charbon est devenu une source moins « rentable » d'énergie. On a donc licencié un certain nombre de mineurs et, comme le « recyclage » est très difficile, on ne leur a offert qu'un travail de cantonnier, avec la paye correspondante (nettement plus faible) et comme la retraite est calculée sur les dernières années, les mineurs qui n'avaient pas été conviés aux « discussions sur l'utilisation rationnelle de la rentabilité » ont eu tout simplement l'impression d'avoir été volés.

Le deuxième exemple que nous prendrons est celui du logement. A l'heure actuelle, il y a à Prague (comme à Moscou ou à Varsovie) une crise du logement. Mais jusqu'à présent les loyers étaient négligeables, ils ne couvraient même pas les coûts de production. Si on fait abstraction des phénomènes de favoritisme et de corruption (ce qui est véritablement une abstraction, la carte du parti aidant puissamment à se procurer une clé), cette misère du logement était « démocratiquement » partagée par toute la société. L'application de la réforme économique aura pour effet de faire grimper *considérablement* les loyers, ce qui augmentera l'inégalité sociale.

Voilà pourquoi la réforme économique ne suscitait pas d'enthousiasme dans la classe ouvrière au début de 1968 : le spectre du chômage recommençait à poindre.

Nous ne nous livrerons pas ici à la critique théorique de la « théorie » de Sik sur la non-compréhension du rôle respectif et *contradictoire* du plan et du marché (même qualifié de socialiste), parce que nous ne croyons pas que l'origine de cette erreur théorique soit théorique. (Sik lui-même ne prétend pas tellement faire de la théorie, l'aspect pragmatique de ce qu'il écrit est tout à fait frappant.) O. Sik exprime au mieux les intérêts sociaux de l'aile libérale de la bureaucratie. Nous reviendrons sur ce point plus tard. Mais les mêmes raisons qui rendent cette couche sociale incapable d'expliquer les causes de la gestion stalinienne (nous l'avons vu) la rendent également incapable de proposer des remèdes réels. Le fond de l'affaire est le suivant : *il est impossible d'obtenir une gestion économique satisfaisante tant que les tra-*

---

8. Nous ne considérons que les écrits antérieurs à l'intervention. Nous ne préjugeons pas de ce que O. Sik pourra par la suite écrire de Suisse.